

Fiche informative - Agriculture : comprendre la diversité et ses enjeux

Patrick Mundler and Julie Ruiz

Volume 29, Number 1, 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1090428ar>

DOI: <https://doi.org/10.1522/revueot.v29n1.1124>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (print)

2564-2189 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Mundler, P. & Ruiz, J. (2020). Fiche informative - Agriculture : comprendre la diversité et ses enjeux. *Revue Organisations & territoires*, 29(1), 47–52.
<https://doi.org/10.1522/revueot.v29n1.1124>

© Patrick Mundler and Julie Ruiz, 2020



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

FICHE INFORMATIVE

Agriculture : comprendre la diversité et ses enjeux

Patrick Mundler^a, Julie Ruiz^b

Introduction

L'agriculture québécoise contemporaine est diverse et animée par des dynamiques contrastées. Elle s'étend sur un continuum allant du gros potager à la firme financière. Entre spécialisation et diversification, entre concentration et dispersion, entre industrie et artisanat, entre marchés globaux et marchés locaux, les agriculteurs québécois empruntent des chemins variés.

Cette diversité des modèles est un défi permanent, tant pour les organisations représentant les agriculteurs que pour les politiques publiques. Les différents modèles sont-ils complémentaires ou concurrents? Quelles relations entretiennent-ils avec les territoires sur lesquels ils se déploient? Quels sont les enjeux de leur développement?

1. Constats, observations et tendances

On ne retient souvent que la lente diminution du nombre de fermes au Québec; diminution dont les causes s'expliquent par une combinaison de facteurs politiques, techniques et socio-organisationnels qui ont permis à l'agriculture d'accroître sa productivité (Morisset, 1987). La figure 1, qui présente l'évolution du nombre de fermes depuis 1921, permet toutefois de distinguer trois périodes.

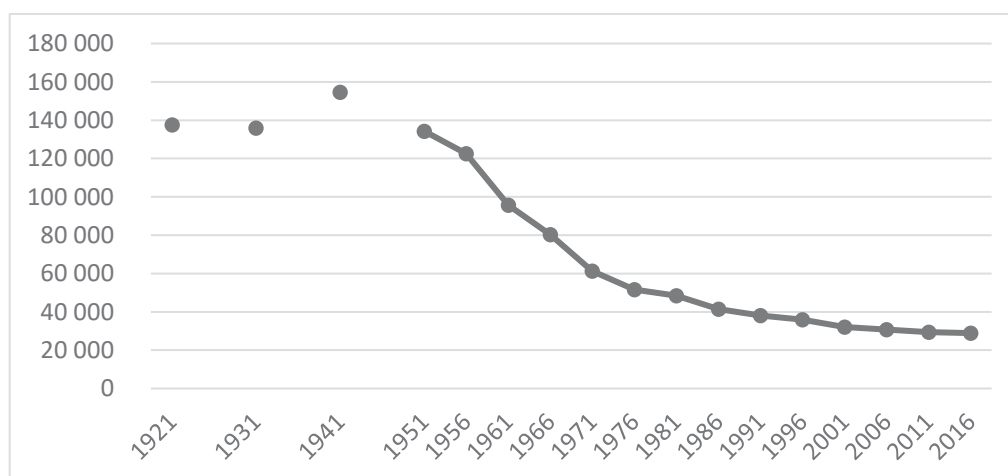


Figure 1 – Évolution du nombre de fermes au Québec de 1921 à 2016
Source : Statistique Canada, *Recensements de l'agriculture*, tableau 95-632-X

^a Chercheur au CRDT, Université Laval

^b Ph. D., chercheure au CRDT, Centre de recherche RIVE, Université du Québec à Trois-Rivières

La première période correspond à une phase d'expansion, avec une croissance du nombre d'exploitations agricoles jusqu'au début des années 1940, croissance qui s'explique entre autres par la colonisation de nouvelles terres.

La deuxième période correspond à la phase de modernisation intense de l'agriculture, à l'abandon des terres les moins productives et à l'effondrement rapide de la population agricole (Ruiz et Domon, 2005).

La troisième période, que nous appellerons *consolidation*, montre un ralentissement progressif de la diminution du nombre de fermes à partir des années 1980, ce qui se traduit par une perte de seulement 500 fermes entre 2011 et 2016.

Or, cette évolution globale masque trois phénomènes :

- la concentration des fermes dans les basses terres du Saint-Laurent, avec un risque d'abandon de l'agriculture dans les territoires plus marginaux (Ruiz et Parcerisas Benedé, 2017; voir aussi l'article de Ruiz dans ce même numéro);
- la polarisation de la taille des fermes, avec un maintien relatif de la proportion des petites fermes, une érosion des fermes de taille moyenne et un accroissement des grandes fermes;
- une évolution différenciée selon les productions, avec une diminution constante des productions animales et un accroissement du nombre de fermes en production végétale.

Comme le montre la figure 2, l'évolution du nombre de fermes au cours des 25 dernières années s'associe à la fois à un agrandissement des exploitations et à une relative stabilisation du nombre de petites exploitations (chiffre d'affaires de moins de 50 000 \$/an), particulièrement depuis 2001. La catégorie de fermes en plus forte diminution se situe entre 100 000 \$ et 250 000 \$/an de chiffre d'affaires.

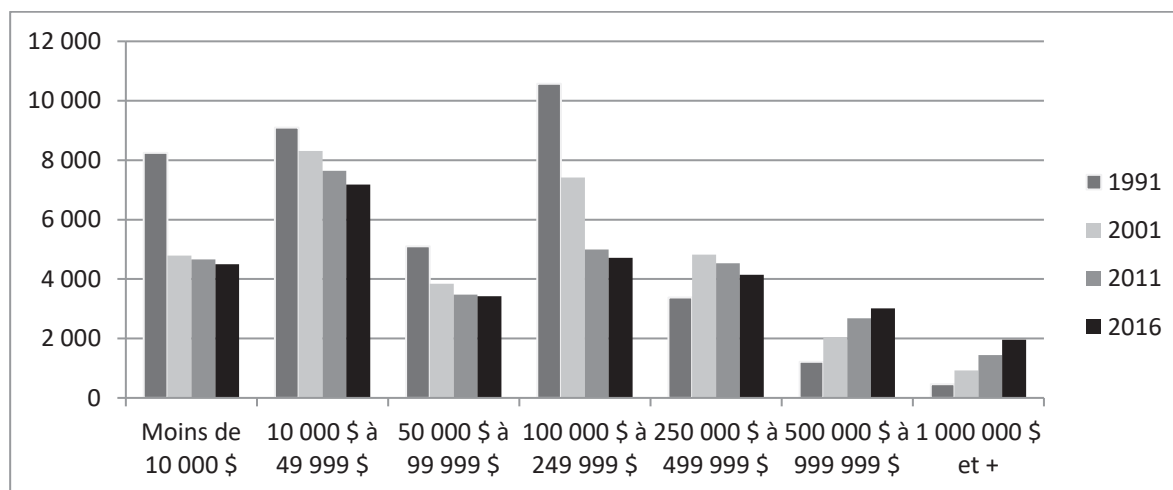


Figure 2 – Évolution du nombre de fermes selon le chiffre d'affaires annuel brut (\$ courants)
Source : Statistique Canada, *Recensements de l'agriculture*, 1991, 2001, 2011 et 2016. Compilation des auteurs

Ainsi, toujours en dollars courants, les fermes produisant moins de 50 000 \$/an représentent en 2016 un peu plus de 40 % des fermes québécoises. Cela monte à 52 % si l'on prend en compte les fermes de 50 000 \$ à 100 000 \$/an. Celles produisant pour plus de 500 000 \$/an représentent en 2016 un peu plus de 17 % des fermes, alors qu'elles n'en représentaient qu'un peu plus de 4 % en 1991.

L'autre phénomène concerne l'évolution du nombre de fermes selon les productions. Alors que le nombre de fermes a globalement diminué de 22,7 % entre 1991 et 2011, cette baisse moyenne est surtout

tirée par la diminution des fermes spécialisées dans les productions animales. Ainsi, entre 2001 et 2011, les fermes laitières (-30,6 %), les fermes d'élevage porcin (-32,1 %) et les élevages de poulets (-10,4 %) diminuent de manière importante, tandis que les fermes produisant des céréales et oléagineux (+17,7 %) mais aussi, plus marginalement, les producteurs de fruits (+23 %) sont en augmentation.

2. Enjeux de développement pour l'agriculture

Les évolutions décrites ci-dessus accroissent la diversité de l'agriculture québécoise. Cette diversité comprend trois dimensions distinctes (Stirling, 2007; Mundler, 2014) :

1. Un accroissement de **la variété** des modes de produire et de pratiquer l'agriculture. Cette variété concerne de multiples dimensions :

- les marchés visés qui s'étendent, selon les secteurs de production et selon les aspirations des agriculteurs, des marchés locaux aux marchés planétaires;
- les qualités recherchées des produits, avec, d'un côté, des produits de plus en plus standardisés et homogènes et, de l'autre, une demande pour des produits différenciés par leur caractère artisanal ou de terroir;
- les techniques mises en œuvre, avec des formes d'agriculture intensives en capital et d'autres surtout intensives en travail;
- l'occupation du territoire, avec des rangs plus ou moins occupés par l'agriculture;
- le rôle que joue l'agriculture pour les ménages, avec des fermes spécialisées qui doivent rémunérer le travail et le capital des familles, mais aussi des fermes à temps partiel, des fermes de retraite et même des fermes de loisir;
- une transformation de la profession agricole elle-même, avec une crise de la relève dans l'agriculture familiale traditionnelle, l'émergence d'investisseurs capitalistes dans l'agriculture, mais également l'accroissement des créations d'entreprises en agriculture réalisées par des personnes non issues du milieu agricole;

2. Des évolutions différenciées de **la proportion** de chaque type, comme nous l'avons vu plus haut pour la taille et pour les productions principales;

3. Une augmentation de **l'intensité des différences**, qui résulte des points précédents et qui peut rendre difficile l'harmonisation entre, par exemple, les attentes d'un agriculteur cultivant exclusivement du soya et du maïs sur de grandes surfaces en Montérégie, celles d'un éleveur laitier exploitant principalement des herbages dans le Bas-Saint-Laurent ou encore celles d'un maraîcher dans les Laurentides commercialisant des paniers biologiques directement aux consommateurs.

Cette diversité pose aussi de nouvelles questions relatives aux rôles que joue l'agriculture dans l'économie du Québec et dans le développement des régions.

Si l'on regarde surtout la contribution de l'agriculture à l'économie du Québec, on observe que les 17 % des fermes ayant un revenu brut d'au moins 500 000 \$/an produisent plus de 65 % du revenu agricole total. Pour certains observateurs, la « vraie » agriculture se situe là, et c'est donc sur sa croissance et sa compétitivité qu'il faut avant tout miser.

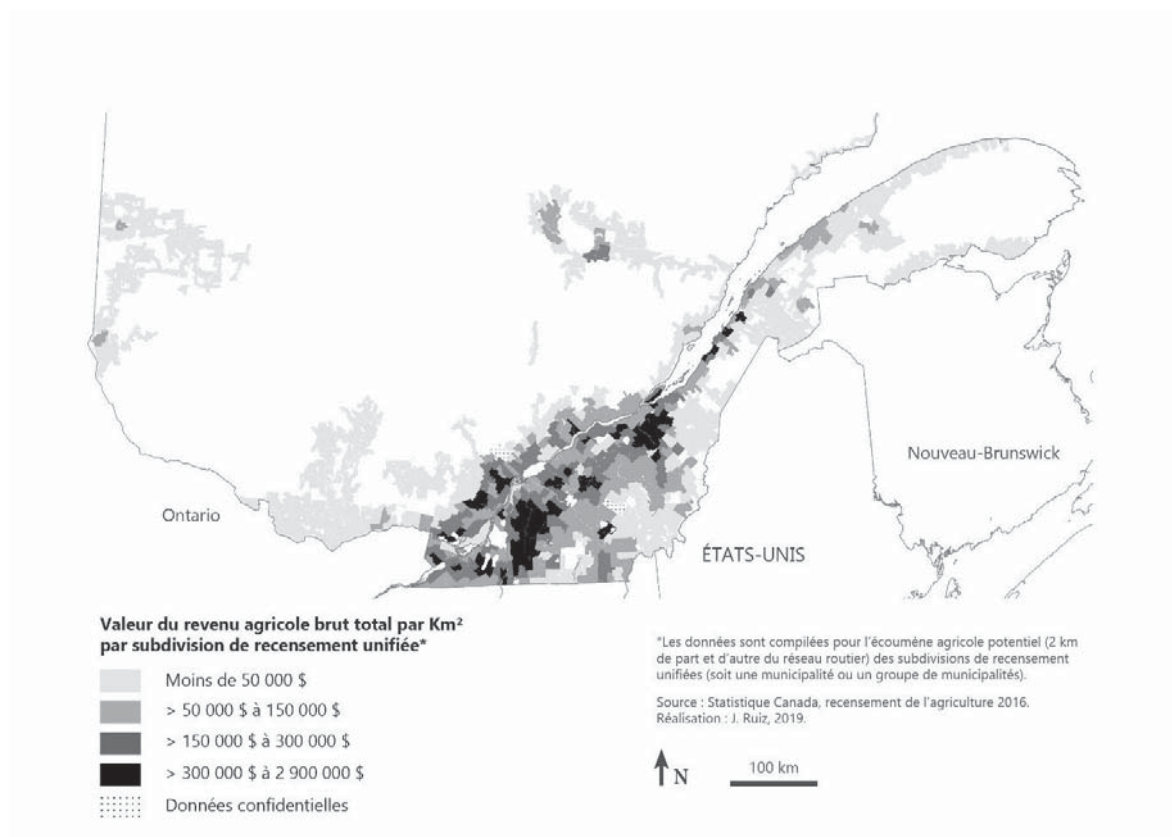


Figure 3 – Densité de revenu agricole brut selon les territoires

Une telle perspective accentuerait encore la concentration territoriale de l'agriculture dans les basses terres du Saint-Laurent (voir figure 3). Sur le plan économique, cela aurait des effets bénéfiques en limitant divers coûts relatifs aux infrastructures et aux transports. En revanche, cela aurait des impacts plus négatifs en matière environnementale (sur l'érosion des sols, sur la biodiversité ou encore sur la qualité des eaux), impacts d'autant plus problématiques qu'ils se concentreraient davantage dans des parties du Québec qui sont aussi les plus densément peuplées et dans lesquelles l'agriculture s'expose davantage à devoir justifier ses pratiques.

Si l'on regarde plutôt la contribution de l'agriculture à l'occupation du territoire, on s'aperçoit que les « petites fermes », c'est-à-dire celles produisant moins de 100 000 \$/an, sont présentes partout, mais sont en proportion plus nombreuses dans les territoires de déprise agricole, alors qu'elles sont plus rares dans les basses terres du Saint-Laurent (voir figure 4). La contribution économique globale de ces petites fermes est faible (un peu plus de 5 % du revenu agricole total), mais leur rôle territorial est important. Il en est de même des fermes produisant entre 100 000 \$ et 500 000 \$/an, qui représentent 30 % du revenu agricole total.

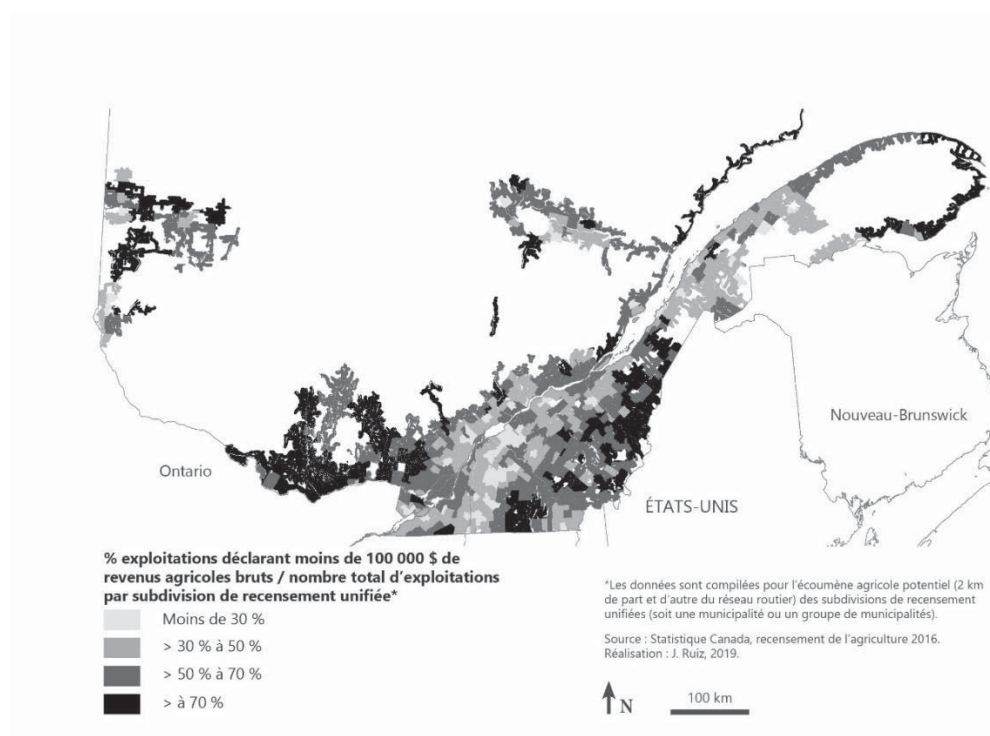


Figure 4 – Proportion des petites fermes selon les territoires

De ce fait, ces fermes petites et moyennes jouent un rôle important dans l'occupation des territoires plus éloignés, occupent des espaces interstitiels délaissés par l'agriculture plus intensive et contribuent donc à leur façon au maintien de l'agriculture dans les zones moins favorisées sur le plan agroclimatique (Mundler et Ouellet, 2017). Dans les basses terres du Saint-Laurent, elles jouent aussi un rôle majeur en créant une diversité dans les types de productions et dans les paysages, ce qui contribue ainsi à la résilience de l'agriculture présente.

Conclusion

La présence de l'agriculture sur l'ensemble de l'écoumène¹ agricole du Québec est étroitement liée à sa diversité. Le choix de privilégier sa seule contribution à l'économie ou d'œuvrer à ce qu'elle se maintienne, voire se développe sur l'ensemble des territoires québécois reste au fond un choix de société. Quel pacte économique et social la société québécoise souhaite-t-elle passer avec son agriculture?

Si le choix est fait de soutenir l'agriculture dans sa diversité, cela implique de tenir davantage compte de la pluralité tant des formes d'exercice de l'agriculture que des territoires agricoles. Cela appelle alors (Mundler et Ruiz, 2015) :

- Une **décentralisation** plus forte en ouvrant la porte à une territorialisation de certains segments de la politique agricole;
- Le renforcement des espaces permettant de construire un **dialogue territorial** qui contribue à rapprocher les citoyens de leur agriculture (Ruiz et collab., 2019);

La mise en œuvre de **politiques plus intégrées** articulant les logiques sectorielles aux logiques territoriales et permettant de relier les enjeux de développement économique, de développement social et de gestion et préservation de l'environnement.

NOTES

1 Soit, la part du territoire sur lequel se pratique l'agriculture.

RÉFÉRENCES

- Morisset, M. (1987). *L'agriculture familiale au Québec*. Paris : L'Harmattan.
- Mundler, P. (2014). Unité de l'agriculture et diversité des exploitations agricoles : des représentations en évolution. Dans P. Gasselin, J.-P. Choisis, S. Petit et F. Purseigle (dir.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre* (p. 65-80). Paris : EDP Sciences.
- Mundler, P. et Ouellet, F. (2017). Qui est agriculteur au Québec? Ambiguïté des institutions et enjeux pour le développement rural. *Cahiers de géographie du Québec*, 61(172), 9-32. <https://doi.org/10.7202/1042713ar>
- Mundler, P. et Ruiz, J. (2015). *Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les contextes d'agriculture dynamique et périurbaine*, Rapport de recherche remis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Québec/Trois-Rivières : Université Laval et Université du Québec à Trois-Rivières.
- Ruiz, J., Decelles, A.-M., Dumont, A., Joncoux, S., Lewis, N. et Mundler P. (2019). *Les plans de développement de la zone agricole : vers une réconciliation entre aménagement du territoire et agriculture?* Dans M.-U. Proulx et M.-C. Prémont (dir.), *La politique territoriale au Québec : 50 ans d'audace, d'hésitations et d'impuissance* (p. 247-271). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Ruiz, J. et Domon, G. (2005). Les paysages de l'agriculture en mutation. Dans P. Poullaouec-Gonidec, G. Domon et S. Paquette (dir.), *Paysages en perspective* (p. 47-97). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Ruiz, J. et Parcerisas Benedé, L. (2017). *60 ans d'évolution : l'occupation agricole du territoire québécois sous la loupe 1951-2011*. Dans Chaire Desjardins en développement des petites collectivités, *La ruralité au Québec depuis les états généraux du monde rural (1991) : entre l'action et la recherche, bilan et perspectives* (p. 130-155). Val-d'Or : UQAT.
- Stirling, A. (2007). A general framework for analysing diversity in science, technology and society. *Journal of the Royal Society Interface*, 4(15), 707-719. <https://doi.org/10.1098/rsif.2007.0213>

Initiatives :

Près de 20 initiatives de politiques agricoles articulant enjeux sectoriels et enjeux territoriaux sont disponibles dans Mundler P. et Ruiz J. (2015). *Analyse des enjeux de la multifonctionnalité de l'agriculture québécoise dans les contextes d'agriculture dynamique et périurbaine*, Rapport de recherche remis au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec. Québec/Trois-Rivières : Université Laval et Université du Québec à Trois-Rivières (volume d'annexes).

https://agriculture-et-territoires.fsaa.ulaval.ca/publications/afficher_publication/details/analyse-des-enjeux-de-la-multifonctionnalite-de-lagriculture-quebecoise-dans-les-contextes-d/filtrer-type/rapports-de-recherche/